



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

Lot-et-Garonne

Marché public de fournitures courantes et services - Procédure formalisée

**Marché public de fournitures courantes
et services - Procédure formalisée**
Accord cadre à bons de commande
Emission et livraison de Titres service
**« CESU / Chèque d'accompagnement
personnalisé »**

Cahier des Clauses Administratives particulières **Marché CPAM47 n°2023-05**

Date limite de réception des offres :

Vendredi 1er septembre à 12h00

Table des matières

1.	Disposition générale du contrat	4
1.1	Acheteur	4
1.2	Définitions	4
1.3	Objet du contrat	4
1.4	Décomposition et étendue du contrat	4
1.4.1	Allotissement	4
1.4.2	Forme du contrat	4
1.5	Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	5
1.5.1	Durée du contrat	5
1.5.2	Délai d'exécution des prestations.....	5
2.	Pièces contractuelles	6
3.	Clauses Diverses	6
3.1	Protection de la main d'œuvre et clause sociale	6
3.1.1	Protection de la main d'œuvre	6
3.1.2	Clause sociale	7
3.2	Protection de l'environnement.....	7
3.3	Assurances	7
3.4	Autres obligations	7
3.4.1	Obligations relatives à la sous-traitance.....	7
3.4.2	Confidentialité et sécurité.....	8
3.4.3	Représentation des parties	9
4.	Prix et règlement.....	9
4.1	Contenu du prix	9
4.2	Remise et rétrocession	9
4.3	Variation des prix.....	9
4.4	Modalités de règlement	10
4.4.1	Régime des paiements	10
4.4.2	TVA	10
4.4.3	Présentation des demandes de paiement	10
4.4.4	Répartition des paiements	11
4.4.5	Délais de paiement	11
4.4.6	Intérêts moratoires.....	11
4.5	Périodicité des paiements.....	11
4.6	Avance.....	11

5.	Conditions d'exécution des prestations	12
5.1	Lieu d'exécution.....	12
5.2	Conditions d'exécution des prestations	12
5.3	Clause de réexamen et modifications du contrat	12
5.4	Devoir d'information et de conseil.....	12
6.	Pénalités.....	12
6.1	Pénalités de retard.....	13
6.1.1	Plafonnement des pénalités.....	13
6.1.2	Seuil d'exonération des pénalités.....	13
6.1.3	Observations préalables à l'application des pénalités	13
6.2	Autres Pénalités.....	13
7.	Constatations de l'exécution et garantie	13
7.1	Vérifications	13
7.2	Admissions	13
7.3	Garantie	13
8.	Dispositions diverses.....	14
8.1	Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations.....	14
8.2	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	14
9.	Résiliation	14
10.	Litiges et différends.....	14
11.	Dérogations aux documents généraux	14

1. Disposition générale du contrat

1.1 Acheteur

CPAM DE LOT ET GARONNE

2 rue Diderot

47914 AGEN CEDEX 9

Téléphone : 05.53.69.11.40

Courrier électronique (e-mail) : marches.cpam-agen@assurance-maladie.fr

1.2 Définitions

- Le “ pouvoir adjudicateur “ qui conclut le présent contrat avec le titulaire, est la CPAM de Lot et Garonne, désigné dans le présent contrat comme la « CPAM » ou le « pouvoir adjudicateur ».
- Le “ titulaire “ est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.
- Les “ bénéficiaires ” sont les assurés désignés par la CPAM qui auront droit aux prestations de chèques emploi service universel, objets du présent accord-cadre, conformément à la politique mise en œuvre par la CPAM et à la réglementation en vigueur en matière de chèques emploi service universel.

1.3 Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : Prestations d'émission, fourniture, livraison et conditionnement de chèques emploi service universel pour la CPAM de Lot et Garonne.

Lieu d'exécution des prestations : Département du Lot et Garonne

Les titres délivrés devront pouvoir être utilisés sur tout le territoire national.

1.4 Décomposition et étendue du contrat

1.4.1 Allotissement

Le marché d'émission et livraison de titres « CESU / CAP », objet de cette procédure, n'est pas alloti. Il s'agit d'un marché global qui ne permet pas de déterminer des prestations distinctes.

1.4.2 Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique.

Les montants des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre sont d'un montant de 55000 €

Pour chaque période de reconduction, les montants minimums sont identiques et maximums sont variables. Le montant global du marché est estimé à 260 000 €.

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- Liste des bénéficiaires avec adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation de la prestation,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'à 1 mois après le dernier jour de validité de l'accord-cadre.

1.5 Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

1.5.1 Durée du contrat

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 1 an à compter du 01 octobre 2023, date de démarrage de la prestation.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 1 an, soit une durée maximale de 4 ans. Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informera par écrit les titulaires 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

1.5.2 Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations ne peuvent pas dépasser les délais planchers et plafonds indiqués ci-après :

- Délai de déploiement de la solution "papier" à compter de la notification de l'accord-cadre : 30 jours ouvrés
- Délai de livraison des carnets aux bénéficiaires, à compter de l'émission de la commande : Plancher 3 jours ouvrés / Plafond : 10 jours ouvrés
- Délai de déploiement de la solution dématérialisée (plateforme) à compter de la commande : 30 jours ouvrés

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Fournitures courantes et de services, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'Acte d'Engagement, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- Les bons de commande notifiés et conclus sur le fondement de cet accord-cadre,
- Les Bordereau de Prix Unitaires,
- Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- Le Mémoire technique du candidat,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté 30 mars 2021

3. Clauses Diverses

3.1.1 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et, dans l'affirmative :

a) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du Travail ;

b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du Travail.

(Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion de l'accord-cadre, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

a) Sa date d'embauche ;

b) Sa nationalité ;

c) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution de l'accord-cadre et avant la notification de l'accord-cadre, le fournisseur ou l'entrepreneur retenu doit fournir des documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

À savoir :

a) Le certificat social URSSAF, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

b) Une attestation fiscale ou de régularité fiscale, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

De plus, pour les contrats d'une valeur supérieure ou égale à 5 000€ le candidat et futur attributaire de l'accord-cadre doit fournir avant la notification de l'accord-cadre puis tous les 6 mois les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, (l'attestation de vigilance).

4) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

3.1.2 Clause sociale

Sans objet.

3.2 Protection de l'environnement

En application de l'article R2111-10 du Code de la commande publique et de l'article 7 du CCAG FCS, le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations.

Ces obligations sont décrites à l'article 2.4 du CCTP.

3.3 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

3.4 Autres obligations

3.4.1 Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

3.4.2 Clause de confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,

- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

3.4.3 Représentation des parties

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG FCS, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

4. Prix et règlement

4.1 Contenu du prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

4.2 Remise et rétrocession

Le titulaire pourra proposer dans son offre un montant de remise commerciale sur lequel il s'engage. Le titulaire acceptera la rétrocession des titres périmés et non utilisés. Cette rétrocession sera versée à la CPAM de Lot et Garonne.

4.3 Variation des prix

Le montant de la valeur faciale n'est pas soumis à la révision.

Les prix du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante : $P(n)$

$$= P(o) [0,15 + 0,85 \times 010546089(n)/010546089(o)]$$

dans laquelle :

- $P(n)$ est le prix révisé ;
- $P(o)$ est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro. Les index

utilisés sont les suivants :

010546089 : Indice des prix de production des services français aux entreprises

4.4 Modalités de règlement

4.4.1 Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels ou définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-26 du Code de la commande publique.

4.4.2 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

4.4.3 Présentation des demandes de paiement

Le titulaire de l'accord-cadre transmet ses factures sous forme électronique.

Les demandes de paiement sont datées et comprennent les mentions suivantes :

- le numéro et la date de l'accord-cadre et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réductions ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le numéro SIRET identifiant la structure destinataire.

Elles sont adressées de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique, sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

4.4.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement:

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

4.4.5 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement, ou de la date d'exécution de la prestation si celle-ci lui est postérieure.

4.4.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

4.5 Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations et à réception de factures.

4.6 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la commande publique. Elle est égale à 5,00% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le versement de l'avance sera conditionné par la constitution d'une garantie à première demande conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Cette garantie portera sur la totalité du montant de l'avance. Elle pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois, quand le montant des prestations exécutées atteint 65,00% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le taux de l'avance passe à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

5. Conditions d'exécution des prestations

5.1 Lieu d'exécution

Les prestations doivent être livrées aux lieux de livraison, indiqués sur chaque bon de commande

5.2 Conditions d'exécution des prestations

Emballage : les dispositions de l'article 20.2 du CCAG FCS s'appliquent.

Transport : les dispositions de l'article 20.3 du CCAG FCS s'appliquent.

Mode de livraison : les dispositions de l'article 21 du CCAG FCS s'appliquent.

Chaque livraison sera accompagnée d'un courrier d'accompagnement.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

5.3 Clause de réexamen et modifications du contrat

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation du titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, peuvent être imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

5.4 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. À ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

6. Pénalités

6.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de 50 € par jour calendaire de retard pendant les 5 premiers jours puis de 100,00 € au-delà.

6.1.1 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, aucun plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

6.1.2 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

6.1.3 Observations préalables à l'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

6.2 Autres Pénalités

En cas de manquement du titulaire à l'une de ses obligations contractuelles, sauf clauses spécifiques dans le présent CCAP, la CPAM met en demeure le titulaire d'exécuter ses obligations par lettre recommandée avec accusé de réception. La mise en demeure doit être suivie d'effet dans un délai de quinze (15) jours.

Dans le cas où le titulaire n'exécuterait pas les prestations conformément aux exigences du contrat-cadre et si la mise en demeure reste sans effet à l'issue du délai précité, le titulaire encourt des pénalités fixées à trois cent (300) euros toutes taxes comprises (TTC) par jour de non règlement du litige.

Dans ce cas, le titulaire s'acquitte des pénalités mises à sa charge par la CPAM dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de la réception de leur notification.

Ces pénalités sont perçues par la CPAM de Lot et Garonne.

7. Constatations de l'exécution et garantie

7.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

7.2 Admissions

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS par les bénéficiaires du marché ou leur représentant.

7.3 Garantie

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

8. Dispositions diverses

8.1 Dématérialisation des échanges pendant l'exécution de la prestation

L'acheteur notifie au titulaire les actes modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur ou par mail. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

8.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

9. Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, notamment aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

10. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46.5 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal d'instance dont relève le pouvoir adjudicateur.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés.

Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

11. Dérogations aux documents généraux

Dérogation à l'article 3.4 du CCAG FCS par l'article 3.4.3 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 6.1 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS par l'article 6.1.1 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 6.1.2 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 6.1.3 du CCAP

Dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS par l'article 7.3 du CCAP